

REPUBLIQUE DU TCHAD

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

SECRETARIAT D'ETAT

DIRECTION GENERALE

CONACILSS

UNITE-TRAVAIL-PROGRES

SAHEL 21

SYNTHESE DES DOCUMENTS NATIONAUX
- **Vision globale**
- **Transformation de l'agriculture**

Par :
ASSAN N'DETIBAYE
SOCIOLOGUE-CONSULTANT
Université de N'Djaména

AVRIL 97

Introduction

L'étude dont la synthèse suit s'inscrit dans le contexte d'une réflexion dénommée Sahel 21. SAHEL 21 se veut une interpellation des sahéliens sur leur passé, lequel est soutenu par des interrogations sur l'avenir. Cette procédure a amené les différentes couches sociales à se déterminer en identifiant les contraintes, et atouts sur tous les plans (social, économique, culturel et politique). C'est à partir de là que l'élaboration d'une société future, jugée meilleure a été rendue possible.

La formulation de ce choix de société a été le reflet de toutes les opinions au niveau environnemental, humain, social, économique et politique. Ainsi nous avons :

1 - Au niveau environnemental et des ressources naturelles

Le Tchad étant un pays de contrastes à tout point de vue, le climat qui le caractérise est habituellement de trois types avec deux saisons essentielles (la saison sèche et la saison pluvieuse). Ces types de climat qui sont : le climat désertique au Nord, sahélien au centre et soudanien au Sud connaissent des pluviométries variables allant de 250mm à plus de 1000mm du Nord au Sud.

Les sols, ainsi que la végétation sont naturellement fonction de ces climats, (sols férallitiques dans le Sud et désertiques dans le Nord), ce qui fait penser qu'à la place d'une grande partie du Tchad actuel, existait une mer continentale il y a plusieurs millions d'années.

Reflétant également le climat et les sols, la végétation et la faune évoluent de façon régressive du Sud au Nord. Ainsi, nous passons respectivement des forêts et terres boisées du Sud, aux terres rocheuses et sablonneuses du Nord avec au centre les épineux dispersés.

Les ressources minières, bien que non exploitées pour l'instant sont immenses et diverses. L'exploitation actuellement en vue concerne essentiellement le pétrole pour le début du siècle prochain. Même s'il existe une importante importation d'hydrocarbures, l'énergie la plus utilisée actuellement est le bois (bois de chauffe, charbon).

Même si le réseau hydrographique tchadien est peu dense, on ne compte que deux grands fleuves qui sont le Chari et le Logone, le pays dispose d'eaux souterraines et de lacs en quantité suffisante pour permettre la culture irriguée et l'abreuvement. Malheureusement cette potentialité n'est utilisée que très faiblement, de même que les potentialités halieutiques. Les eaux tchadiennes sont, en effet, très poissonneuses. Mais les techniques de pêche demeurent très rudimentaires, rendant ainsi le niveau de production très bas. On estime qu'à près de 80.000 tonnes de capture par an. Les pêcheurs tchadiens sont, par ailleurs victimes de la rude concurrence des pays voisins qui disposent de meilleures infrastructures.

Un aperçu sur la situation environnementale globale laisse apparaître une dégradation inquiétante de l'écosystème.

Avec l'augmentation de la population et la mauvaise exploitation de l'espace rural, la désertification et la déforestation constituent à l'heure actuelle un danger réel pour l'environnement.

D'aucuns estiment que c'est la sécheresse qui est l'une des principales causes de la désertification car elle affecte directement les ressources végétales.

L'action de l'homme, par l'extension des défrichements, les feux de brousse, les abattages pour diverses raisons ainsi que le surpâturage contribuent durablement à la dégradation de l'environnement tchadien. C'est donc en toute conscience que l'accent a été mis, par les acteurs sociaux, sur la nécessité d'introduire le volet environnement dans les programmes

Scolaires à tous les niveaux, de sensibiliser les producteurs, voire les former aux techniques de reboisement.

Dans cette optique de lutte pour la protection de l'environnement, l'intention du gouvernement est clairement définie dans le Plan d'Orientation et les objectifs traduits dans le Plan Directeur de Lutte Contre la Désertification (PDLCD).

La mise sur pied de la Convention Internationale de Lutte Contre la Désertification (CI/LCD) vient renforcer cette politique gouvernementale.

2 – Au Plan de la Population et de la Dynamique de Peuplement

L'analyse relative à cet aspect indique une situation ambivalente des acteurs producteurs. Cette situation s'appréhende quantitativement et qualitativement.

Quantitativement la population tchadienne est de 6 288 261 millions selon le recensement de 1993. Avec un taux d'accroissement de 2,5 % / an, les projections donneraient 7,3 millions en l'an 2 000 et 12 millions en 2020. Ces mêmes projections affichent 61 % de citadins en 2 000 et 52 % en 2020. Ceci signifie qu'il y aura de moins en moins de producteurs pour nourrir les citadins de plus en plus nombreux.

L'une des caractéristiques de cette population c'est qu'elle est majoritairement très jeune et on y note 38,65 % d'actifs, soit 2,131 millions. La répartition par sexe de la population globale donne l'avantage aux femmes avec 51,5 %.

Spacialement, elle est très inégalement répartie. On constate ainsi de pourcentage allant de 0,83 % dans le B.E.T. à plus de 11 % dans le Moyo-Kebbi.

S'il faut revenir à la répartition interne de la population active, on constatera que l'agriculture occupe 83,2 % de cette dernière, l'industrie 4,6 % et les services 12,2 % soit respectivement plus de 31 %, 1,7 % et 4,5 % de la population totale.

L'explication que l'on peut donner à la faiblesse du secteur secondaire réside dans la sous-industrialisation du pays et à l'insuffisance ou au manque d'investissement.

L'Etat étant le principal employeur, on constate que le secteur tertiaire regroupe près de trois fois plus de personnes que le secteur secondaire.

L'aspect qualitatif fait ressortir le fort taux d'analphabétisme que connaît le pays. Cette situation est due d'une part, au faible taux de scolarisation et à la marginalisation des filles dans le système éducatif d'autre part. En effet, seulement 50 % d'enfants en âge de scolarisation fréquentent un établissement primaire dont 29,3 % de filles.

L'Enseignement et la formation dans le secteur rural ne forment que des cadres moyens et en nombre très limité, ce qui veut dire que la formation des cadres supérieurs s'effectue pour la plupart à l'étranger.

Quelques institutions assurent la formation et la vulgarisation rurale.

L'analyse de la situation sanitaire amène à dire que la santé est logée à la même enseigne que l'éducation. Déclarée prioritaire par tous les gouvernements, elle est loin d'obtenir les résultats attendus.

Avec un taux de mortalité de 132 pour 1 000, une espérance de vie de 50,3 ans et un médecin pour près de 30 000 personnes, le Tchad est classé loin en matière de développement humain, malgré les efforts qui sont en train d'être faits pour doter les zones

runales en centres de santé. L'objectif à court terme est de ramener à 10.000, le nombre d'habitants par médecin d'ici l'an 2000. L'infrastructure actuelle en vue de cet objectif se compose de 48 hopitaux de districts dont 14 hopitaux centraux et 34 hopitaux périphériques. On y ajoute 628 centres de santé dont 401 seulement sont fonctionnels.

Le bilan à tirer de la situation sanitaire et éducative peut se résumer en une phrase : le Tchad est en mauvaise santé et mal éduqué. Les recommandations tendant à rendre les soins primaires accessibles à tous, surtout aux ruraux, à scolariser le maximum d'enfants avec un accent particulier pour les filles et procéder à l'alphabétisation fonctionnelle deviennent donc des priorités.

3 - L'analyse de la situation économique

L'agriculture au sens large constitue l'activité principale dans l'économie tchadienne. Ainsi sa contribution au PIB est loin d'être négligeable. Celle-ci est estimée à 37,5%.

La part du coton représente 44,5% des exportations globales et celle du bétail 37,99%.

Il est estimé également que l'agriculture vivrière contribue pour une valeur moyenne de 70 milliards par an soit 25,8% du PIB.

L'évolution de la production cotonnière ainsi que celle des vivrières s'effectue en dents de scie. La pluviométrie dont dépend étroitement l'agriculture tchadienne explique en partie cette évolution. Cela pose, en ce qui concerne les cultures vivrières, le problème de déficit alimentaire qui amène souvent à faire appel à l'aide extérieure.

Face à cette situation, les acteurs pensent qu'il faut transformer l'agriculture en la modernisant par la mécanisation et l'intensification. L'encadrement des éleveurs par des techniciens et l'intensification de l'élevage font partie des souhaits exprimés par ces mêmes acteurs producteurs.

Le secteur secondaire dont on pense qu'il utilise 48000 travailleurs concerne surtout les textiles, le coton-fibre, les brasseries, l'huilerie, le sucre, le savon. Les femmes y sont présentes à 17% contre plus de 82% d'hommes. Ce secteur contribue pour 17,90% au P.I.B.

Le tertiaire, on l'a vu plus haut regroupe près de trois fois plus de personnes dont la majorité se retrouve comme employée de l'Etat.

Le secteur informel, en plein essor, est un phénomène principalement urbain. Son ampleur peut s'expliquer par le fort taux d'abandon scolaire et par la situation socio-économique particulièrement difficile que connaît le pays. En estimant sa contribution au P.I.B. à 75% en y incluant l'agriculture, le commerce et les services, on peut mesurer son dynamisme. D'ailleurs ce n'est pas un hasard si les acteurs préconisent sa formalisation.

En matière de ressources financières, il est à noter que le système bancaire au Tchad est l'un des plus réduits en Afrique. On note également que, de ce fait, la subvention de l'Etat est maigre et ne touche que quelques secteurs et de manière ponctuelle. Quant au crédit, il demeure d'une accessibilité très sélective et donne une prééminence au court terme. Toutefois, l'appui des ONG dans ce domaine vient compenser cette défaillance de l'Etat.

On pense que c'est la faiblesse de l'épargne qui est la cause de la faiblesse du réseau bancaire. Cependant, le taux d'épargne est en nette hausse, passant de 1,9% en 1991 à 7,5% en 1996.

Le problème des marchés se pose avec acuité au Tchad. Certaines productions telles que les céréales subissent une autoconsommation très élevée, ce qui rend difficile le contrôle de leurs marchés qui, du reste, sont trop fragmentés. Aussi, leur filière de commercialisation n'est pas maîtrisée par les producteurs, ce qui expliquerait la variation des prix indiqués.

Le marché le mieux contrôlé demeure celui du coton (exportation oblige) suivi de celui du bétail. Le marché cotonnier est organisé et obéit à une planification qui implique les producteurs.

La commercialisation du secteur de la foresterie n'ayant fait l'objet d'aucune étude approfondie, il est très difficile d'analyser l'évolution de son marché.

La pêche, dont la production est estimée à 80 000 tonnes en moyenne par an est, comme les céréales, mal maîtrisée en ce qui concerne la commercialisation. Il faut reconnaître toutefois qu'une bonne partie de cette production est exportée, une fois fumée, séchée et salée, principalement vers le Nigéria.

S'il est un produit dont le circuit de commercialisation semble bien contrôlé, c'est bel et bien la gomme arabique. En pleine expansion, cette production participe pour 6,7 % à la consommation mondiale et fait du Tchad le deuxième producteur mondial. Pour les producteurs, les perspectives de la filière gomme arabique sont prometteuses.

On notera que l'interaction de toutes ces productions est pratiquement inexistante pour plusieurs raisons dont nous retiendrons la taille réduite des marchés, la prédominance de l'autoconsommation de certains produits, l'absence d'infrastructures et d'équipements, le coût des transports. Par ailleurs, l'intégration agriculture/élevage ne se réalise que très timidement.

Malgré d'énormes potentialités, les productions tchadiennes sont peu performantes et peu compétitives à cause des conditions de production archaïques, à prédominance traditionnelle, des aléas climatiques. Tout ceci constitue des contraintes qui rendent la performance et la compétitivité difficiles. De telles conditions ne permettent pas l'obtention de résultats socio-économiques incisifs.

Compte tenu de cette situation, les producteurs souhaitent que leur promotion soit effective. Cela est possible par la modernisation des systèmes de production et par la dotation du pays en infrastructures et équipements.

L'état de l'économie tchadienne amène le pays à faire appel à l'aide extérieure. Seulement il a été constaté que cette aide n'a pas d'impacts réels sur les producteurs. C'est peut-être ce qui pousse certains acteurs à vouloir sa suppression au profit d'un effort national. D'autres par contre pensent que l'aide doit être révisée et aller directement aux destinataires par l'intermédiaire de leurs organisations.

4 - Au plan de la dynamique sociale et politique

Les acteurs, dans leurs analyses ont mis en exergue le fait que la dynamique sociale et politique a longtemps été étouffée et affaiblie par les différents régimes monopartisans et la dictature. Cette dynamique n'a connu véritablement son émergence qu'à partir de 1990 avec la démocratisation du pays dans tous les domaines. Cette nouvelle dynamique se constate à travers l'organisation de toutes les couches sociales et l'expression des libertés fondamentales.

Les différentes élections que le pays vient de vivre entrent également dans le cadre de cette nouvelle dynamique qui sera effective avec la décentralisation en cours.

Dans ce contexte, les acteurs souhaitent qu'il soit créé un cadre de concertation permanente Etat/Société civile et qu'il soit instauré la communication entre les associations, surtout les associations féminines.

5 - Tendances majeures et perspectives d'évolution

La tendance globale d'évolution du pays, même si des contraintes, surtout des contraintes d'ordre structurel sont à relever çà et là, présente de perspectives encourageantes à tous les niveaux. Les opportunités sont multiples. Ainsi, au niveau :

- des ressources humaines, on note une forte potentialité de la main d'oeuvre. La jeunesse est majoritaire démographiquement mais n'est pas mobilisée rationnellement pour de multiples raisons. Quoiqu'il en soit, même si croissance démographique il y a, cela n'inquiète pas outre mesure les acteurs qui pensent que le Tchad est sous peuplé et qu'il y aura de la place pour tout le monde.

- les ressources naturelles du pays sont immenses et inexploitées. Dans le domaine de l'agriculture par exemple, on estime qu'à 1.700.000 hectares les surfaces utilisées pour les cultures. L'eau existe en quantité suffisante et pourrait être maîtrisée pour l'irrigation. Malheureusement pour des problèmes de moyens, il n'y a que 10.000 hectares de surfaces irriguées, encore que cela ne touche que les cultures intensives.

- Les secteurs de l'élevage et de la pêche constituent une opportunité de développement non négligeable mais mal exploitée par manque de moyens et d'infrastructures.

- Les potentialités d'un développement industriel sont énormes quand on sait que le pays regorge de ressources minières immenses et inexploitées.

- Dans la perspective d'amélioration de sa situation socio-économique, le Tchad s'est engagé dans la programmation du développement par la promulgation de son Plan d'Orientation qui vise trois objectifs principaux, à savoir :

- la promotion de la population ;
- l'augmentation de la production par la modernisation des structures productives ;
- la restauration des équilibres macro-économiques.

Toutes ces tendances et perspectives amènent les tchadiens à concevoir leur société idéale en s'imaginant le futur désiré.

Ce futur désiré repose sur une paix définitive. Le tchadien de demain sera un homme formé, en bonne santé. Mais pour arriver à ce niveau de développement humain, les gouvernements et les populations doivent s'imposer des priorités telles que :

- l'amélioration de la situation sanitaire en général et l'accès aux soins des ruraux en particulier ;
- l'amélioration de la formation et de l'éducation avec un accent particulier sur l'éducation des filles ;
- l'accès à l'emploi des jeunes ; -
- le soutien aux petites et moyennes entreprises pourvoyeuses d'emplois ;
- l'amélioration du cadre de vie et politique d'habitat.

Ces priorités sont ambitieuses et doivent recourir à des stratégies appropriées qui permettront de contourner d'éventuels handicaps.

Dans cette optique du lendemain meilleur, les souhaits et attentes des acteurs vont vers les domaines clés et en appellent au changement.

Ces domaines clés ayant retenu l'attention et l'adhésion des acteurs sont :

- le foncier qui est à transformer en s'appuyant sur des textes et des spécificités locales ;
- les productions et les techniques de production qu'il faut améliorer par la modernisation ;
- l'organisation des producteurs qui seront à responsabiliser davantage ;
- le stockage et la transformation des produits ;
- le transport et la commercialisation ;
- le cadre législatif qui régira la société future.

CONCLUSION

Le survol de la situation globale indique que le Tchad se portait très mal. Mais la prise de conscience des acteurs ainsi que la définition de nouvelles politiques permettent tout espoir. Cette vision optimiste se trouve renforcée par des potentialités réelles du pays.

C'est avec la réflexion Sahel 21 avec sa démarche participative que les tchadiens, tout âge, sexe et catégories sociales confondues ont cerné les contours de leur avenir dont la réalisation s'inscrit dans un processus de transformation globale. Ce processus, soutenu par des stratégies aboutira au développement humain durable et souhaité.